

## **Enlèvements d'enfants : LA COTE D'IVOIRE A URGEMMENT BESOIN D'UNE LOI**

Par Théodore Kiouadio • 15.09.2009

Mis à jour le 15.09.09, 07h43

*Les représentants de neuf pays de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis, récemment à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, pour signer un accord d'harmonisation des lois nationales contre la traite des enfants.*

*Malheureusement, cette approche ne prévoit pas spécifiquement des projets de lutte commune contre les enlèvements d'enfants dans la sous-région. Alors que la Côte d'Ivoire en a impérieusement besoin. Surtout qu'à chaque année électorale, il est donné d'assister à des cas de disparition d'enfants; et parfois à la découverte de corps sans vie. Toutes choses qui laissent croire qu'il s'agit de crimes rituels.*

*Face à la persistance de ces pratiques, l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la relation qui peut exister entre fétichisme et succès à une élection. En d'autres termes, des sacrifices humains peuvent-ils permettre à un candidat de gagner un poste électoral ?*

Assis à l'ombre d'un manguier au quartier Sicogi dans la commune de Yopougon, ce 15 juin avec des amis, M. Diaby se souvient encore de ce lundi 02 octobre 1995, date à laquelle sa fille de 7 ans a disparu. Tout a basculé dans sa vie et dans celle de sa petite famille, quand le corps sans vie de la jeune Mariam Diaby a été retrouvé 2 jours plus tard dans un sac-poubelle, sous un petit tas d'ordures, non loin du gros collecteur d'eaux usées dudit quartier. Il lui manquait la main gauche et les organes génitaux, le cerveau, le coeur et d'autres organes vitaux.

Les voisins de M. Diaby sont convaincus que ce crime épouvantable a été commis par un féticheur pour le compte d'un des nombreux candidats à l'une des élections générales qui devaient se tenir dans la même année en Côte d'Ivoire.

*«J'avais envoyé ma fille acheter du pain à la boutique pour le petit-déjeuner et elle a été enlevée et tuée par des individus qui n'ont pas été retrouvés jusqu'à ce jour », relève t-il les larmes aux yeux.*

A l'instar de M. Diaby, ils sont nombreux ces parents qui ont perdu leurs enfants lors des années électorales. A défaut d'avoir des statistiques fiables et disponibles, il faut se référer aux médias qui, de façon fréquente, font état de disparitions ou de sacrifices humains ou crimes rituels. « *Il suffit de suivre l'émission midi première chaque Midi sur la première chaîne de la télévision ivoirienne pour se rendre compte du nombre d'enfants qui sont déclarés disparus par leurs parents* », fait observer Mlle Kpli Léontine, une mère de famille. Dont le fils âgé de 5 ans parti jouer avec des amis en novembre 2000 n'est plus rentré à la maison familiale. Et ce, jusqu'à ce jour. Cette dame espère toujours que son gamin reviendra un jour.

Le coordonnateur de l'Ong de la protection de l'enfant Roxal, Jean-Michel Boka, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « *le nombre de disparition d'enfants en Côte d'Ivoire a déjà atteint des proportions extrêmement préoccupantes* ».

Il révèle que chaque jour, ce sont en moyenne trois nouveaux cas que sa structure enregistre dans ses bureaux. Ainsi par mois, il y a entre 60 et 90 enfants qui sont portés disparus.

La difficulté c'est *qu' « une fois qu'ils ont disparu, le taux de récupération est faible »*, précise M. Boka. Il n'est, selon lui, que d'un enfant sur 20.

Qu'est-ce qui peut bien justifier ces disparitions d'enfants créant des situations d'insécurité pendant chaque année électorale ?

Il faut se tourner du côté des sociologues qui ont longtemps travaillé sur la question en Afrique de l'ouest et du centre pour avoir un début de réponse.

C'est le cas du Dr Joseph Tonda du département de sociologie de l'Université Omar Bongo de Libreville. Il explique que certains hommes politiques africains sacrifient des individus pour prélever certains de leurs organes vitaux qui serviront à préparer des potions et d'autres formes de "remèdes" destinés à chasser les mauvais esprits ou à porter chance. Cette pratique, précise-t-il est aussi ancienne qu'atroce.

Dans une communication qu'il a prononcée récemment « *Voter en Afrique : différenciations et comparaisons* », il a révélé que sur le continent noir, la perception de la puissance des hommes ou des femmes politiques participe des pratiques liées à leur appartenance aux confréries et sectes. Lesquelles exigeraient des sacrifices humains en échange du pouvoir.

En effet, selon lui, la criminalisation populaire des féticheurs ou de manière générale, de tout homme politique, soupçonnés ou accusés d'attenter à l'intégrité physique des individus est un phénomène ordinaire en Afrique.

«*Cette criminalité se caractérise par des « meurtres rituels »*, ou, comme il se dit aussi et suivant une logique de redoublement symbolique, des « *sacrifices rituels* », soutient l'universitaire.

Son collègue ivoirien, le Dr Mathias Kouadio explique pour sa part que l'objectif pour ces meurtriers est de prélever des organes humains appelés significativement « pièces détachées»: langues, mains, oreilles, crânes, cœurs, organes génitaux.

**Avant d'ajouter que les plus prisés sont ceux des albinos, des pygmées, des métis, des jumeaux et de leurs parents. Il en veut pour preuve la dure réalité que vivent les albinos en Afrique australe et aussi occidentale. Même si ce n'est pas de la même ampleur.**

Cette criminalité par temps électoraux ne semble pas préoccuper davantage les autorités publiques.

C'est pourquoi, le sergent de police Antoine Goua Bi, de la protection de l'enfance craint que le phénomène de disparition d'enfants connaisse une croissance particulière en Côte d'Ivoire ces temps-ci.

« *J'ai tellement peur que pendant les mois qui précèdent les échéances électorales, je préfère moi-même accompagner mes enfants à l'école et aller les chercher à la descente* », commente Ahou Hélène, une mère de famille basée à Yopougon.

Avant de plaider pour qu'une attention urgente et particulière soit accordée à cette situation. Surtout que les élections générales sont programmées juste après la présidentielle prévue en principe pour fin novembre de cette année.

En tout cas, c'est la période où marabouts, féticheurs et autres charlatans réalisent leurs meilleurs chiffres d'affaires en promettant des victoires à ceux des candidats qui viennent les consulter.

Ainsi de jour comme de nuit, les cimetières sont visités. « *L'observation que nous faisons, c'est que c'est pendant les années électorales que nous constatons le plus grand nombre de profanations de tombes* », révèle A. Joseph, un ancien gardien de cimetière dans une banlieue d'Abidjan.

Face au phénomène, la résistance s'organise. Mais elle semble encore timide, selon plusieurs experts de la protection de l'enfant.

En effet, le ministère ivoirien de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, dans une déclaration, a souligné qu'il prend la situation "très au sérieux" et compte prendre de nouvelles mesures pour lutter efficacement contre les enlèvements d'enfants.

Théodore Kouadio

<http://www.fratmat.info/index.php>